



PREFECTURE DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE



Union européenne



AXE 2 : Favoriser l'innovation et renforcer la compétitivité du tissu économique francilien

Action 5 : Actions collectives de soutien à l'innovation et à la diffusion des technologies dans les PME

Thèmes prioritaires (earmarking):

- 04 - Aide à la RDT notamment dans les PME (y compris l'accès aux services de RDT dans les centres de recherche).
- 05 - Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises.
- 09 - D'autres actions visant la stimulation de la recherche, l'innovation et l'esprit d'entreprise dans les PME.
- 15 - D'autres actions visant l'accès aux TIC par les PME et leur utilisation efficace.

Objectifs de l'action :

- Développer l'innovation technologique ;
- Développer l'innovation non technologique ;
- Encourager l'innovation dans les PMI ;
- Développer les TIC ;
- Diffuser les TIC dans les PME.

Description de l'action :

Soutien aux opérations conduites par des structures telles que, par exemple, des syndicats ou groupements professionnels, des associations d'entreprises (pôles de compétitivité, systèmes productifs locaux, etc.), les chambres de commerce et d'industrie, destinées dans une logique transversale ou sectorielle :

- à la mise en réseau des entreprises entre elles, comme des structures qu'elles composent, aussi bien dans une logique de mutualisation de moyens, que de complémentarité ou de mise en relation avec les organismes de recherche ;
- à la promotion auprès des PME, des enjeux de la propriété industrielle, et à leur accompagnement sur cette thématique ;
- à la sensibilisation aux principes de l'intelligence économique sous son volet à la fois défensif et offensif, et à la mise en place au sein des PME de stratégies d'intelligence économique (systèmes d'alerte, développement à l'international et d'attaque de nouveaux marchés, veille technologique et concurrentielle, intelligence juridique, intelligence financière, sécurité économique,...) ;
- à l'intégration des TIC par les PME (action de sensibilisation des personnels, financement d'audits des systèmes d'information, à l'image de l'outil PMI-diag récemment développé par

le Ministère en charge de l'industrie, aboutissant à des recommandations de mise en place de nouveaux systèmes, de plates-formes, de promotion en ligne des entreprises, développement de l'usage de services de sécurisation et de stockage par les PME/PMI afin de les immuniser contre des pannes de système) ;

- au développement des PME à l'international (notamment à leur intégration dans les programmes européens) ;
- à la promotion, au moyen d'annuaires des compétences, des équipes (organismes publics et parapublics dédiés à la recherche et à la technologie, sociétés privées spécialisées) à même de venir en appui aux projets innovants des entreprises.

L'intervention du FEDER sur les opérations proprement dites pourra également s'appuyer le cas échéant sur les outils PTR (Prestations Technologiques de Réseau) sur les thèmes de l'intelligence économique et de la propriété industrielle, sur lesquels un abondement FEDER est également proposé.

Par ailleurs, les initiatives concourant au développement des relations entre PME et grands groupes, à l'expérimentation d'initiatives, dans la mouvance du Pacte PME notamment, visant à corriger le choix quasi systématique quoique pénalisant à terme pour l'économie globale, de toute la sphère économique en faveur de l'entreprise établie plutôt qu'en faveur de celle qui est jeune et petite (donc porteuse d'un risque plus élevé) pourront être soutenues par le FEDER. Une articulation avec l'axe 1 du FSE sera à examiner au cas par cas (développement des pratiques d'essaimage notamment).

Secteurs ou zones privilégiés :

Tout le territoire régional mais en priorité les zones urbaines les plus en difficulté.

Partenaires co-financeurs potentiels :

Etat, Conseil Régional Ile de France, Commission Européenne, Conseils Généraux, collectivités territoriales, entreprises, partenariat public/privé...

Critères de sélection des projets :

- le caractère innovant du projet
- l'impact de l'action sur la croissance des entreprises de la filière considérée
- Prise en compte des priorités transversales européennes (égalité des chances, environnement, lutte contre les discriminations, emploi) et en priorité les projets ayant un impact positif.

Critères d'éligibilité des projets :

- Le porteur de projet doit conduire une ou plusieurs actions au bénéfice de plusieurs entreprises industrielles ou de service à l'industrie.
- Les actions collectives ont pour objet l'accompagnement collectif et/ou individualisé des PME franciliennes à caractère industriel ou de services à l'industrie et en situation financière saine. *(Les entreprises ne répondant pas à cette définition peuvent néanmoins participer à des actions financées sans toutefois être bénéficiaires de la subvention attribuée concernant les phases individuelles.)*
- Le porteur de projet doit être une personne morale (association, entreprise, établissement public...) qui s'engage à mettre en œuvre, au profit des entreprises, les actions pour lesquelles il a reçu une subvention. Son rôle est fondamental. Il assure le pilotage et le suivi de l'action. Il

est amené à assurer la trésorerie de l'action. Les ressources dont il dispose en termes de moyens humains et financiers doivent donc être suffisants pour permettre le bon déroulement de l'action.

- Une action collective comporte généralement plusieurs phases parmi les suivantes :
 - Sensibilisation, Pré-diagnostic, Diagnostic, Accompagnement/formation, Bilan/restitution

Une action collective doit comporter au moins une phase collective.

- L'action doit comporter une réelle valeur ajoutée pour les entreprises (innovation, prise de risque, mutualisation des coûts...). Les entreprises doivent participer au financement du programme.
- L'action doit être présentée en amont, dans une logique partenariale, à l'ensemble des financeurs sollicités.
- Elle doit résulter de l'analyse des besoins des entreprises face à une problématique donnée ou un projet commun, mais elle ne doit pas être redondante vis-à-vis de l'offre marchande.
- Tout projet d'action doit comporter des critères quantitatifs de réussite ainsi que des phases de valorisation et de promotion afin d'assurer la diffusion des résultats. Une évaluation des résultats doit être prévue et réalisée par le porteur.
- Les projets présentés peuvent être locaux, mais ils doivent avoir vocation à être essaimés.
- la concentration sur l'une des sept filières prioritaires.

Taux maximum d'intervention UE :

Le taux de cofinancement maximum de l'opération sera modulé de la façon suivante (fonction de l'impact actuel des filières prioritaires sur les zones urbaines en difficulté) :

Filière ciblée par l'action collective	Taux de cofinancement FEDER
logiciels et systèmes complexes (dont électronique, logiciel...)	30%
sciences de la vie (dont biotech, santé...)	40%
automobile (dont mécanique en transversal avec aéronautique...)	30%
aéronautique et spatial	30%
industries de la création (dont jeux vidéo, mode, design...)	40%
éco-industries	50%
Transversal dans ces filières	40%

Complémentarité FSE / FEDER/FEADER :

Une articulation avec l'axe 1 du FSE sera à examiner au cas par cas (développement des pratiques d'essaimage notamment).

Régimes d'aides mobilisés :

Il s'agit d'une aide non remboursable.

Régime PME pour les actions collectives : NN120/90

Dépôt des dossiers et service instructeur :

La Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) est service unique responsable et service instructeur.

A titre d'information générale, les objectifs poursuivis auxquels devront contribuer les projets sont mesurés par les indicateurs suivants.

Indicateurs :

type	libellé	état initial*	Objectif final
réalisation	nombre d'actions collectives soutenues	Une vingtaine d'actions collectives depuis 2003 à destination des PME franciliennes sur le sujet de l'innovation (<i>source DRIRE</i>)	une cinquantaine d'actions collectives (incluant l'intégration des TIC) sur la durée de la programmation
réalisation	nombre de PME accompagnées en vue de leur intégration dans les programmes européens de R&D	170 PME accompagnées vers les programmes européens (<i>source : Amorce Europe et Ecole de l'innovation</i>)	environ 250 PME accompagnées en vue de leur intégration dans les programmes européens sur la durée de la programmation
réalisation	nombre d'opérations relatives à la diffusion des NTIC dans les entreprises	3 actions collectives relatives à la diffusion des NTIC vers les PME. (<i>source DRIRE</i>)	une dizaine d'opérations sur la durée de la programmation
résultat	nombre de PME impliquées (dont en CUCS)	Environ 700 PME impliquées dans les actions (<i>source DRIRE</i>)	environ 1750 entreprises soutenues sur la durée de la programmation
résultat	nombre de PME mises en réseau (par exemple via des plates-formes TIC)	10 PME mises en réseau (<i>Source DRIRE</i>)	une cinquantaine de PME mises en réseau durant la durée de la programmation
résultat	nombre de PME ayant intégré les TIC dans leur stratégie	Une trentaine de PME ayant intégré les TIC dans leur stratégie (<i>source DRIRE</i>)	une cinquantaine de PME ayant intégré les TIC dans leur stratégie durant la durée de la programmation

* Données régionales